




Rapport financier semestriel
Exercice 2012 / 2013
Situation semestrielle arrêtée
au 30 septembre 2012

SII

65, rue de Bercy

75012 Paris

Siren : 315 000 943

 : +33 (0)1 428 482 22

<http://www.groupe-sii.com>



SOMMAIRE

Rapport d'activité du premier semestre	3
Comptes consolidés semestriels	10
Attestation des Commissaires aux comptes	38
Attestation du Responsable du document	40



RAPPORT D'ACTIVITÉ PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2012 / 2013 (1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012)

Commentaires sur l'activité et Faits marquants

Le groupe SII a enregistré au cours de ce premier semestre 2012/2013, clos au 30 septembre 2012, un chiffre d'affaires de 136,3 M€, en hausse de 13,8% en données publiées et de 10,9% en organique.

Nous avons évolué au cours de cette période dans une conjoncture globale difficile où le marché du Conseil en Technologies a bénéficié d'une croissance modérée et d'une visibilité très réduite.

Ce constat a été confirmé par la note de conjoncture réalisées par le Syntec Numérique lors sa conférence de presse du 22 novembre 2011. Après une année 2011 en croissance sensible (+1% pour l'ensemble du secteur Logiciel & Services et +2,5% pour le seul segment de la R&D externalisée), les estimations révisées annoncent une croissance de 0,7% pour l'ensemble de la profession et de 1,1% pour la part R&D externalisée sur l'année 2012.

En France, SII a réalisé un chiffre d'affaires de 100,7 M€, en croissance de 9,2% dont 5,7% en organique surperformant ainsi son marché domestique malgré un effet calendaire défavorable. L'activité a été soutenue en région et en Île-de-France tout en privilégiant le mix d'activité et l'équilibre sectoriel du portefeuille clients.

En parallèle, le groupe SII a poursuivi son internationalisation rapide en enregistrant un chiffre d'affaires en hausse de 29% exclusivement en organique ce qui représente le 13^{ème} semestre consécutif de croissance. SII est parvenu à réaliser une progression forte sur des marchés bien orientés comme en Pologne ou en Allemagne mais également à préserver une croissance significative en Espagne où il s'est appuyé sur sa capacité à gagner des parts de marché.

Sur ce premier semestre, le taux moyen d'inter-contrat est resté stable à 5,41% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent proche du taux normatif.

Les coûts de structure sont en hausse modérée en raison des investissements nécessaires à la demande croissante d'engagement de la part des clients. L'effet calendaire défavorable (-2 jours ouvrés sur le semestre) a également limité le nombre de jours facturables permettant d'amortir ces coûts de structure.

En dépit de ces éléments adverses, la croissance internationale, toujours relative, a permis au résultat opérationnel de s'inscrire à 7,53 M€ après retraitement de la CVAE, désormais comptabilisée en « impôt sur les résultats » en adéquation avec l'usage sectoriel de la place.



Après prise en compte du résultat financier (-89 K€) et d'une charge d'impôt de 3,2 M€ (CVAE incluse), le résultat net part du groupe s'affiche à 4,2 M€ sur la période.

La croissance réalisée sur le semestre, associée à des investissements de développement et une hausse des délais de paiements de certains grands clients, ont conduit à une consommation de trésorerie sur la période. Au 30 septembre 2012, le groupe dispose cependant d'une trésorerie nette de 6,4 M€.

Performance économique

- Publication semestrielle

En M€, 1 ^{er} semestre clos au 30/09	2011/2012 S1	2012/2013 S1	Variation
Chiffre d'affaires	119,75	136,32	+ 13,8%
Résultat opérationnel	8,92	7,53	- 15,6%
Marge opérationnelle ⁽¹⁾	7,45%	5,52%	- 1,93 pt
Résultat net part du groupe ⁽²⁾	4,79	4,21	- 12,1%
Effectif moyen	3 531	4 080	+ 16%
Effectif fin de période	3 786	4 279	+ 20%

(1) : à compter du 01/04/2012, SII a choisi de comptabiliser la CVAE en « impôt sur les résultats » en adéquation avec l'usage sectoriel de la place. Le montant de la CVAE du 1^{er} semestre 2012/2013 est de 1,34 M€.

(2) : Le traitement comptable des puts sur minoritaires a généré un impact positif de 0,6 M€ sur le résultat net part du groupe au 30/09/2012.

- Résumé de l'activité internationale

En M€, 1 ^{er} semestre clos au 30/09	2011/2012 S1	2012/2013 S1	Variation
Chiffre d'affaires international	27,55	35,63	+ 29,3%
Résultat opérationnel	2,99	3,10	+ 3,7%
Effectif moyen	1 010	1 415	+ 40,1%

- Objectifs annuels

Bien que les résultats du 1^{er} semestre aient été conformes au plan de marché du groupe, l'assombrissement des perspectives économiques du 2nd semestre et le ralentissement des prises de décision chez les grands donneurs d'ordre ont conduit le groupe SII à gérer avec prudence ses recrutements sur le premier semestre. La progression ralentie de l'effectif en France devrait permettre de maintenir le taux d'inter-contrat à un niveau moyen sans pénaliser significativement le chiffre d'affaires.

Toutefois la marge devrait être davantage impactée, l'activité ne permettant pas un ajustement symétrique des coûts de structure. Ces derniers seront amortis sur un nombre plus réduit de consultants facturables par rapport aux projections de début d'exercice.



Le Groupe SII n'est donc plus en mesure de confirmer son objectif de résultat opérationnel sur l'exercice 2012/2013 sans inclure le retraitement de la CVAE en « impôt sur les résultats ». Après retraitement, SII entend atteindre les performances chiffrées suivantes :

- Chiffre d'affaires annuels supérieur à 280 M€,
- Croissance organique du chiffre d'affaires supérieure à 8%,
- Résultat opérationnel de 17,3 M€.



Résultats semestriels

Les comptes semestriels clos au 30 septembre 2012 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes qui ont donné une opinion favorable en date du 27 décembre 2012.

Les règles et méthodes comptables restent identiques à celles utilisées pour établir les résultats semestriels de l'exercice précédent. Toutefois, SII a présenté la CVAE en charge d'impôt (conformément à l'usage sectoriel de la place et la norme IAS 12) et les puts sur intérêts minoritaires ont été enregistrés pour la première fois sur cette période selon la norme IAS 32.

Le groupe SII établit des comptes consolidés intégrant l'ensemble de ses filiales. La comparaison a été établie sur la base de comptes aux normes IFRS.

- Résultats sociaux

Poste comptable (en K€)	30/09/2011	30/09/2012
Chiffre d'affaires	92 305	97 503
Produits d'exploitation	94 477	98 168
Charges d'exploitation	- 89 336	- 94 949
Résultat d'exploitation	5 141	3 219
Résultat financier	114	219
Résultat exceptionnel	89	-429
Participation des salariés	- 570	- 59
Impôts sur les bénéfices	- 1 529	- 983
Résultat net	3 245	1 967
Capitaux propres	67 965	72 893
Total du Bilan	119 801	128 333

- Résultats consolidés

Poste comptable (en K€)	30/09/2011	30/09/2012
Chiffre d'affaires	119 752	136 316
Résultat opérationnel	7 622	7 526
Coût de l'endettement financier net	- 241	- 177
Autres charges et produits financiers	9	88
Charge d'impôt	- 2 047	- 3 214
Résultat net	5 342	4 223
Résultat net part du groupe	4 789	4 211
Capitaux propres	66 214	68 199
Total du Bilan	135 406	148 914

- Information relative aux actions auto-détenues

Actions auto-détenues	30/09/2011	30/09/2012
nombre de titres	1 707 088	1 795 130
prix d'acquisition (en K€)	7 953	8 314
prix moyen d'acquisition (€)	4,66	4,63
cours moyen septembre (€)	4,74	4,72
valeur nette (en K€)	8 092	8 473

Risques

Les risques auxquels le groupe est exposé n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre de l'exercice 2012/2013 par rapport à la présentation faite dans le document de référence de l'exercice clos le 31 mars 2012 (pages 79 et 80).



Perspectives d'avenir

L'assombrissement de l'environnement économique et financier depuis le mois d'avril 2012 a fortement dégradé la visibilité sur la seconde partie de notre exercice 2012/2013.

Dans ce contexte, le marché du conseil en technologie devrait connaître une croissance très modérée sur l'année 2013 (proche de 1%) selon les données exposées par le Syntec Numérique lors de sa conférence de presse du 22 novembre 2012.

Dans ce contexte plus difficile, le groupe SII entend poursuivre son développement sur l'ensemble de ses marchés aussi bien géographiques que technologiques.

Évènements postérieurs au 30 septembre 2012

Aucun évènement significatif.

Eric MATTEUCCI
Président du Directoire



COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/09/2012

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

Sommaire

1.	État de la situation financière consolidée	12
2.	État du résultat global consolidé	13
3.	Tableau consolidé des flux de trésorerie.....	15
4.	État des variations des capitaux propres consolidés.....	16
5.	Référentiel comptable	17
6.	Méthodes comptables significatives	20
6.1.	Présentation des états financiers	20
6.2.	Principes de consolidation.....	20
6.3.	Information sectorielle	20
6.4.	Conversion des états financiers des filiales étrangères	21
6.5.	Immobilisations incorporelles	21
6.6.	Immobilisations corporelles	21
6.7.	Actifs financiers non courants	22
6.8.	Actifs courants.....	22
6.9.	Autres actifs courants.....	22
6.10.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	22
6.11.	Capitaux propres	22
6.12.	Emprunts et dettes financières	23
6.13.	Provisions.....	23
6.14.	Autres passifs non courants	24
6.15.	Dettes d'exploitation	24
6.16.	Autres passifs courants.....	24
6.17.	Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	24
6.18.	Impôt sur le résultat	25
6.19.	Résultat par action.....	25
6.20.	Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel	25
6.21.	Subventions	26
7.	Périmètre de consolidation	26
7.1.	Liste des entreprises consolidées.....	26
7.2.	Variations de périmètre.....	26
8.	Immobilisations incorporelles	27
9.	Écarts d'acquisition.....	27
10.	Immobilisations corporelles	27



11.	Autres actifs financiers non courants	28
12.	Impôts différés actifs et passifs	28
13.	Créances d'exploitation	29
14.	Autres actifs courants	29
15.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	29
16.	Actifs détenus en vue de la vente	29
17.	Capitaux émis et réserves	29
18.	Emprunts et dettes financières	31
19.	Provisions.....	32
20.	Autres passifs non courants	32
21.	Dettes d'exploitation	32
22.	Autres passifs courants.....	33
23.	Charges de personnel	33
24.	Dotations aux amortissements.....	33
25.	Dotations aux provisions	33
26.	Autres produits d'exploitation.....	34
27.	Autres charges d'exploitation.....	34
28.	Résultat financier net	34
29.	Charge d'impôt	35
30.	Résultat par action.....	35
31.	Information sectorielle	36
32.	Engagements hors bilan	36
33.	Informations relatives aux parties liées	37
34.	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	37
35.	Effectifs	37



1. État de la situation financière consolidée

ACTIF	Note	30/09/2012	31/03/2012
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	8-9	18 958	18 928
Immobilisations corporelles	10	6 719	6 897
Actifs financiers non courants	11	1 967	1 902
Impôts différés actifs	12	146	203
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		27 790	27 930
ACTIFS COURANTS			
Créances d'exploitation	13	98 290	92 282
Créances d'impôts		923	810
Autres actifs courants	14	4 779	5 541
Actifs financiers courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	18 618	20 571
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		122 610	119 204
ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE	16	550	1 780
TOTAL DE L'ACTIF		150 950	148 914

PASSIF	Note	30/09/2012	31/03/2012
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	17	40 000	40 000
Autres réserves		27 397	22 199
Titres en autocontrôle		(3 669)	(3 809)
Résultat de l'exercice		4 211	9 781
Capitaux propres - part du Groupe		67 939	68 171
Intérêts minoritaires		260	2 991
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		68 199	71 162
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	18	4 442	4 628
Provisions à long terme	19	2 039	1 712
Autres passifs non courants	20	6 260	
Impôts différés passifs	12	342	742
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		13 083	7 082
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières à court terme	18	7 765	5 579
Dettes d'exploitation	21	56 884	59 182
Provisions à court terme	19	67	98
Dettes d'impôts		567	619
Autres passifs courants	22	4 385	5 192
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		69 668	70 670
TOTAL DU PASSIF		150 950	148 914



2. État du résultat global consolidé

- Compte de résultat

	Note	30/09/2012	30/09/2011
Chiffre d'affaires	31	136 316	119 752
Achats consommés		(13 952)	(9 536)
Charges de personnel	23	(100 014)	(88 781)
Charges externes		(10 524)	(9 426)
Impôts et taxes		(2 085)	(3 366)
Dotations aux amortissements	24	(1 904)	(1 367)
Dotations aux provisions	25	(421)	385
Autres produits d'exploitation	26	156	120
Autres charges d'exploitation	27	(46)	(47)
Résultat opérationnel courant		7 526	7 734
Autres charges opérationnelles non courantes			(112)
Résultat opérationnel		7 526	7 622
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	28	157	175
Coût de l'endettement financier brut	28	(334)	(416)
Coût de l'endettement financier net		(177)	(241)
Autres produits financiers	28	158	446
Autres charges financières	28	(70)	(438)
Charge d'impôt	29	(3 214)	(2 047)
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		4 223	5 342
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		4 223	5 342
Part du groupe		4 211	4 789
Intérêts minoritaires		12	553
Résultat net par action (en euros)	30	0,211	0,239
Résultat net dilué par action (en euros)	30	0,226	0,256



- Autres éléments du résultat global

	30/09/2012	30/09/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 223	5 342
Ecart de conversion	94	(393)
Résultat global reconnu en capitaux propres	94	(393)
Résultat global	4 317	4 949
Part du groupe	4 305	4 531
Intérêts minoritaires	12	418



3. Tableau consolidé des flux de trésorerie

	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
Résultat net consolidé	4 223	10 731	5 342
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 200	1 696	262
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	278	407	181
+/- Autres produits et charges calculés		26	26
+/- Plus et moins-values de cession	3	19	1
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	6 704	12 879	5 812
+ Coût de l'endettement financier net	177	460	241
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 214	5 112	2 047
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	10 095	18 451	8 100
- Impôts versés	(4 540)	(6 639)	(4 079)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité	(7 277)	(7 741)	(6 354)
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	(1 722)	4 071	(2 333)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 672)	(4 391)	(2 021)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	28	1
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(106)	(644)	(314)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	26	383	219
+/- Incidence des variations de périmètre		(2 983)	(1 732)
+/- Variation des prêts et avances consentis	16	(30)	(5)
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(1 731)	(7 637)	(3 852)
-/+ Rachats et ventes d'actions propres	26	(836)	(346)
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 272)	(1 003)	(1 003)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	609	681	1 897
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(1 324)	(1 188)	(1 683)
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	(177)	(460)	(241)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	(2 138)	(2 806)	(1 376)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	13	94	(7)
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	(5 578)	(6 278)	(7 568)
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	20 558	26 836	26 836
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	14 980	20 558	19 268
Equivalents de trésorerie	2 580	1 158	2 026
Trésorerie	16 038	19 413	17 723
Concours bancaires	3 638	13	481
TRESORERIE DE CLOTURE	14 980	20 558	19 268



4. État des variations de capitaux propres consolidés

	Capital	Titres autodétenus	Réserves Consolidées	Résultat Consolidé	Total Part Groupe	Minoritaires	Total capitaux propres
Au 31/03/2011	40 000	(3 708)	15 986	8 128	60 406	1 658	62 064
Résultat net de la période				9 781	9 781	950	10 731
Autres éléments du résultat global						(31)	(31)
Résultat global				9 781	9 781	919	10 700
Affectation du résultat			8 128	(8 128)			
Paiements fondés sur des actions			407		407		407
Opérations sur titres autodétenus		(101)	(637)		(738)		(738)
Dividendes			(1 003)		(1 003)		(1 003)
Variation de périmètre						414	414
Autres mouvements			(682)		(682)		(682)
Au 31/03/2012	40 000	(3 809)	22 199	9 781	68 171	2 991	71 162
Résultat net de la période				4 211	4 211	12	4 223
Autres éléments du résultat global			94		94		94
Résultat global			94	4 211	4 305	12	4 317
Affectation du résultat			9 781	(9 781)			
Paiements fondés sur des actions			278		278		278
Opérations sur titres autodétenus		140	(12)		128		128
Dividendes			(1 272)		(1 272)		(1 272)
Variation de périmètre						(161)	(161)
Puts sur minoritaires			(3 678)		(3 678)	(2 582)	(6 260)
Autres mouvements			7		7		7
Au 30/09/2012	40 000	(3 669)	27 397	4 211	67 939	260	68 199



5. Référentiel comptable

La société SII SA dont le siège social est situé au 65 rue de Bercy 75012 PARIS est cotée sur Euronext, compartiment C, sous le code ISIN FR0000074122.

L'activité de la société porte sur les services en informatique industrielle, les réseaux et télécommunications, les systèmes d'information, ainsi que sur l'informatique technique et scientifique.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2012 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le groupe SII »).

Les états financiers consolidés semestriels du groupe SII au 30 septembre 2012 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière, dites IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'IASB (International Accounting Standards Board) en vigueur à cette date telles qu'adoptées par l'Union Européenne ; ainsi qu'aux interprétations des normes publiées par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2012 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 mars 2012.

Les normes, interprétations et amendements obligatoires à compter du 1^{er} avril 2012 ont été appliqués par le groupe SII et n'ont pas d'incidence significative sur les comptes au 30 septembre 2012 :

- Amendement IFRS 7 « Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers »

Cette norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

Le groupe SII n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations ou amendements déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés par l'Union Européenne mais d'application non obligatoire au 30 septembre 2012. L'effet d'application de ces textes est en cours d'analyse par le Groupe. Il s'agit des normes suivantes :

- Amendement IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global »

Cette norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

- IAS 19 révisée « Avantages du personnel »

Cette norme est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales « IFRS » implique que le groupe SII doit procéder à un certain nombre d'estimations et retenir certaines hypothèses susceptibles d'affecter le montant des actifs, des passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges de la période. Des changements de faits et circonstances peuvent conduire le groupe SII à d'éventuels changements d'estimations ultérieurs.

- IAS 32 – Puts sur intérêts minoritaires

Le Groupe a accordé à certains actionnaires minoritaires le droit de lui vendre (« put option ») la quote-part de capital qu'ils détiennent.

La valeur actualisée des puts est comptabilisée en « Autres passifs non courants ».



- IAS 12 – Traitement comptable de la CVAE

La loi de finances pour 2010 a supprimé l'assujettissement des entités fiscales à la taxe professionnelle et l'a remplacée par la CET (Contribution Économique Territoriale) qui se compose de deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives des seuls biens passibles de taxes foncières,
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises.

Au cours des exercices précédents, le Groupe avait jugé que ces deux charges étaient de même nature et étaient comptabilisées dans le résultat opérationnel courant en « impôts et taxes ». A compter de l'exercice 2012/2013, et conformément à l'IAS 12, le montant total de la charge relative à la CVAE est présenté sur la même ligne que l'impôt sur le résultat.

Le proforma présenté ci-après présente la publication au 30 septembre 2011 retraitée des changements comptables opérés au 30 septembre 2012.

COMPTE DE RESULTAT	30/09/2012	30/09/2011 Proforma
Chiffre d'affaires	136 316	119 752
Achats consommés	(13 952)	(9 536)
Charges de personnel	(100 014)	(88 781)
Charges externes	(10 524)	(9 426)
Impôts et taxes	(2 085)	(2 063)
Dotations aux amortissements	(1 904)	(1 367)
Dotations aux provisions	(421)	385
Autres produits d'exploitation	156	120
Autres charges d'exploitation	(46)	(47)
Résultat opérationnel courant	7 526	9 037
Résultat opérationnel	7 526	8 925
Coût de l'endettement financier net	(177)	(241)
Autres produits financiers	158	446
Autres charges financières	(70)	(438)
Charge d'impôt	(3 214)	(3 350)
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	4 223	5 342
Résultat net	4 223	5 342
Part du groupe	4 211	5 328
Intérêts minoritaires	12	14



TABLEAU CONSOLIDÉ DE FLUX DE TRÉS ORERIE	30/09/2012	31/03/2012 Proforma	30/09/2011 Proforma
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	6 704	12 879	5 812
+ Coût de l'endettement financier net	177	460	241
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 214	7 630	3 350
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	10 095	20 969	9 403
- Impôts versés	(4 540)	(9 157)	(6 598)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité	(7 277)	(7 741)	(5 138)
= FLUX NET DE TRÉS ORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (D)	(1 722)	4 071	(2 333)
= FLUX NET DE TRÉS ORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(1 731)	(7 637)	(3 852)
= FLUX NET DE TRÉS ORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)	(2 138)	(2 806)	(1 376)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	13	94	(7)
= VARIATION DE LA TRÉS ORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	(5 578)	(6 278)	(7 568)
TRÉS ORERIE D'OUVERTURE (I)	20 558	26 836	26 836
TRÉS ORERIE DE CLOTURE (J)	14 980	20 558	19 268



6. Méthodes comptables significatives

6.1 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Conformément aux prescriptions IFRS, les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, et ceux ayant une maturité de moins de douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

6.2 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les filiales dont le groupe SII détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

La méthode de la mise en équivalence s'applique à toutes les entreprises associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, laquelle est présumée lorsque le pourcentage de droits de vote est supérieur ou égal à 20 %.

Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe SII détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

6.3 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le Groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle basée sur les données internes de gestion utilisées par la Direction ; ceci afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Le groupe SII opère sur un seul secteur d'activité.

Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du Groupe sont établis selon le seul secteur géographique.

6.4 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états des filiales étrangères hors de la zone Euro dont la monnaie de fonctionnement ne diffère pas de la monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture pour les postes bilantiels, sauf pour les capitaux propres, et le cours moyen mensuel de la période pour les postes de produits et de charges.

Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens mensuels sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

6.5 Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition dès lors que les avantages économiques futurs attribuables iront au groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur d'utilité et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

6.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont présentées au bilan en prenant le coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissement	
	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Installations & agencements	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

- Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui, en substance, transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisées en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de matériel informatique et de matériel de transport.

En application de la norme IAS 17, ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers est inscrite au passif.



6.7 Actifs financiers non courants

Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, les actifs financiers sont évalués en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Certaines créances pour lesquelles l'effet de l'actualisation est significatif sont comptabilisées à la valeur des flux de trésorerie actualisés au taux de marché.

Le groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation de taux d'intérêt ou de taux de change. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

Au 30 septembre 2012, le groupe ne détient aucun instrument dérivé éligible à la comptabilité de couverture.

6.8 Actifs courants

Les créances d'exploitation ont été évaluées à leur juste valeur. Elles n'ont pas fait l'objet d'une actualisation car elles ne présentent pas d'antériorité significative à plus d'un an.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de dépréciations des comptes clients, déterminées client par client voire créance par créance, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances telle qu'une contestation voire une défaillance ou un défaut de paiement à l'échéance.

6.9 Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont évalués à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation car ils ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

6.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité, dont la valeur n'est pas sujette à des variations significatives.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

6.11 Capitaux propres

- Titres en autocontrôle

En application de la norme IAS 32, tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

- Paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions », publiée en février 2004, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en charge des avantages liés aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites conclus après le 7 novembre 2002. La valeur des options et actions est gelée à leur date d'attribution et ne fait l'objet d'aucune révision en cours de période d'acquisition des droits. Cette valeur est amortie selon la méthode linéaire au compte de résultat dans le poste « Charges de personnel » (la contrepartie étant une augmentation des capitaux propres).

La détermination de la juste valeur de ces options et actions à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black et Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

6.12 Emprunts et dettes financières

Les emprunts correspondent en partie au financement des contrats de location.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance.

6.13 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est inférieure ou égale à un an. Les provisions non courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est supérieure à un an.

- Provisions pour indemnités de fin de carrière

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au Personnel » le groupe comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies dont il supporte le risque actuariel et le risque de placement. La différence entre le montant du passif social concernant les indemnités de fin de carrière et les réserves existantes pour couvrir ce passif fait l'objet d'une provision.

L'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière a été réalisée à partir de la méthode par répartition des coûts au prorata de l'ancienneté. Elle tient compte des paramètres suivants :

- du montant des indemnités de fin de carrière futures estimées au départ en fin de carrière,
- la probabilité d'avoir à verser ces indemnités de fin de carrière (c'est à dire la probabilité de présence dans l'entreprise au moment du départ en retraite qui prend en compte les probabilités de décès et de démission/licenciement),
- le coefficient d'actualisation financière.

L'indemnité de fin de carrière au départ en retraite, actualisée et pondérée des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise à la date d'évaluation, est répartie uniformément sur la durée totale de service du salarié dans l'entreprise. La fraction qui correspond à la durée de service déjà effectuée à la date d'évaluation représente le montant de l'engagement de la société envers le salarié.

6.14 Autres passifs non courants

- Puts sur minoritaires

Le groupe peut consentir aux actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées. En application de la méthode dite de « l'acquisition anticipée », le groupe ne reconnaît pas d'intérêts non contrôlés vis-à-vis des actionnaires minoritaires bénéficiant de l'engagement de rachat : aucune quote-part de résultat ne leur est donc attribuée dans les comptes consolidés.

Le passif est initialement comptabilisé pour la valeur actuelle du prix d'exercice. Lors des arrêtés ultérieurs, sa valorisation est ajustée en fonction de la dernière actualisation disponible des paramètres de calcul contractuels.

Les variations de juste valeur des engagements de rachat, après leur comptabilisation initiale, sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres part du groupe.

Le passif financier est présenté au sein des « Autres passifs non courants » ou « Autres passifs courants » en fonction de la date d'exigibilité de l'engagement de rachat. Au 30/09/2012, aucun engagement de rachat n'a une date d'exigibilité inférieure à 12 mois.

6.15 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur. Aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où elles ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

6.16 Autres passifs courants

Les autres passifs sont composés des autres dettes et des produits constatés d'avance. Ces derniers correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

6.17 Reconnaissance du chiffre d'affaires

- Prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation facturées au temps passé

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- Les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique créances d'exploitation,
- Les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan à la rubrique « Autres passifs courants ».

- Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités suivantes :

- Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts restant à engager pour la réalisation complète, en tenant compte de la garantie le cas échéant. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
- Les pourcentages d'avancement des projets sont déterminés selon les procédures qualité en vigueur dans le groupe. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet.

6.18 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

- L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
- Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

6.19 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions et des actions gratuites attribuées, et diminué du nombre d'actions autodétenues.

6.20 Résultat opérationnel courant / Résultat opérationnel

Le groupe SII a opté pour la présentation séparée de certains éléments de produits et de charges significatifs à l'intérieur du résultat opérationnel. Le résultat opérationnel courant correspond donc au résultat opérationnel avant prise en compte de ces éléments constitués principalement des frais d'acquisitions de filiales suite à l'entrée en vigueur de l'IFRS 3 révisée.



6.21 Subventions

Les subventions publiques sont comptabilisées en revenus systématiquement sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles compensent. Les subventions liées au résultat sont comptabilisées en déduction de la charge correspondante si elles ont pour objet de couvrir une dépense indentifiée.

7. Périmètre de consolidation

7.1 Liste des entreprises consolidées

Le périmètre de consolidation du groupe SII comprend 16 sociétés consolidées. La liste complète et les méthodes de consolidation y afférent, sont données ci-après :

Société	Siège social	N° Siren	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Méthode de consolidation
SII	65 rue de Bercy - 75012 PARIS	315 000 943	Société consolidante		IG
Oévo	149 boulevard de Stalingrad - 69100 VILLEURBANNE	405 382 102	100%	100%	IG
SII Sp.zoo	ul. Niepodlegosci 69 - 02-626 VARSOVIE (Pologne)		70%	70%	IG
SII SRO	Sokolovská street 100/94 - 180 00 PRAGUE 8 (République Tchèque)		90%	90%	IG
SII Belgique	Lenneke Marelaan, 12/1 - 1932 SINT-STEVENSWOLUWE (Belgique)		100%	100%	IG
Uniway	Lenneke Marelaan, 12/1 - 1932 SINT-STEVENSWOLUWE (Belgique)		80%	80%	IG
SII Services Maroc	2 angle bd Anfa et rue Clos de Province - 20200 CASABLANCA (Maroc)		100%	100%	IG
SII SA	38 bis avenue Eugène Lance - 1212 Grand Lancy - GENEVE (Suisse)		100%	100%	IG
SII Services Suisse	38 bis avenue Eugène Lance - 1212 Grand Lancy - GENEVE (Suisse)		100%	100%	IG
SII Luxembourg	6, rue des Champs - 8362 GRASS (Luxembourg)		100%	100%	IG
Aida Development GmbH	Karl-Kurz StraBe 36 - D-74523 SCHWABISCH HALL (Allemagne)		79%	79%	IG
Concatel	Ciutat de la Justicia de Barcelona - Av. Carrilet, 3 -Edificio D, Pl.10- 08902 HOSPITALET DE LLOBREGAT (Barcelone - Espagne)		80%	80%	IG
Vanture Corporate Group	Ciutat de la Justicia de Barcelona - Av. Carrilet, 3 -Edificio D, Pl.10- 08902 HOSPITALET DE LLOBREGAT (Barcelone - Espagne)		80%	100%	IG
CVT Argentine	Piso 3, Oficina 2 avenue Colon 531 - 5500 MENDOZA (Argentine)		79%	98%	IG
CVT Roumanie	Ayash Business Center - 2i Vasile Milea Blvd - 061344 BUCAREST (Roumanie)		64%	80%	IG
CVTEAM SpA	Av. Andres Bello 2777, Of. 701 - 7550000 Las Condes, SANTIAGO (Chili)		100%	100%	IG

7.2 Variations de périmètre

Néant.

8. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Écarts d'acquisition	12 991			3		(13)	12 981
Frais de recherche (1)	5 870	342					6 212
Concessions, brevets et droits similaires	1 745	40	23			1	1 763
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles	3 776	228				1	4 005
Immobilisations incorporelles en cours		200				4	204
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles		3					3
TOTAL BRUT	24 382	813	23	3		(7)	25 168
Dépréciations							
Amortissements	(5 454)	(778)	(23)			(1)	(6 210)
TOTAL NET	18 928	35		3		(8)	18 958

(1) Considérant l'intérêt futur pour son activité, le groupe Concatel active ses frais de développement.

Hormis les écarts d'acquisition dont le détail figure dans la note ci-dessous, SII ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont le montant unitaire serait significatif au regard de la position AMF du 9 janvier 2008 relative aux VaMPs.

9. Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeur nette 31/03/2012	Acquisitions	Cessions	Dépréciations	Variations taux de change	Variations de périmètre	Valeur nette 30/09/2012
SII Services Suisse	2 816				(13)		2 803
Concatel	5 223						5 223
SII Belgique	55						55
Aida Development GmbH	1 309						1 309
Uniway	1 279					3	1 282
Oévo	2 309						2 309
TOTAL	12 991				(13)	3	12 981

10. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Constructions	98					(3)	95
Installations techniques, matériel, outillage	13						13
Autres immobilisations corporelles	12 044	823	783		(4)	24	12 104
Autres immobilisations corporelles en location-financement	1 564	127	4		(9)	9	1 687
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL BRUT	13 719	950	787		(13)	30	13 899
Amortissements	(6 822)	(1 125)	(782)		(4)	(11)	(7 180)
TOTAL NET	6 897	(175)	5		(17)	19	6 719

La valeur brute des contrats de location financement activés est de 1 687 K€. La valeur nette est de 1 293 K€.



11. Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Titres de participation	155				(4)		151
Prêts	168	143	159				152
Autres immobilisations financières	1 579	107	26			4	1 664
Actifs financiers dérivés							
TOTAL	1 902	250	185		(4)	4	1 967

Les actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non à des participations et des immobilisations financières diverses (dépôts et cautionnements, ...).

12. Impôts différés actifs et passifs

Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature :

(en milliers d'euros)	Actifs		Passifs		Net	
	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2012	31/03/2012
Contribution sociale de solidarité des sociétés	81	28		-	81	28
Participation des salariés	219	397		-	219	397
Effort construction	123	40		-	123	40
Autres provisions non déductibles	10	28		-	10	28
Provision pour indemnités de fin de carrière	256	256		-	256	256
Retraitements contrats longue durée	5	5		-	5	5
Retraitements frais d'établissement				-		
Actualisation dépôts de garantie	43	43		-	43	43
Actualisation earn out		-		-		
Retraitements frais de recherche et développement	56	56		-	56	56
Autres	73	64	170	283	(97)	(219)
Activation déficit reportable		-		-		
Dépréciation intragroupes		-	367	313	(367)	(313)
Dépréciation des titres auto détenus		-	59	32	(59)	32
Provision pour plans de rachat d'actions		-	175	171	(175)	(171)
Actualisation provisions		-				
Provisions réglementées		-	250	198	(250)	(198)
Réévaluation d'immobilisations corporelles		-	41	459	(41)	459
IMPÔTS DIFFÉRÉS CALCULÉS	866	917	1 062	1 456	(196)	(539)
Compensation par entités fiscales	(720)	(714)	(720)	(714)		
IMPÔTS DIFFÉRÉS APRES COMPENSATION	146	203	342	742	(196)	(539)

13. Créances d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2012	Net au 31/03/2012
Créances clients et comptes rattachés	96 526	403	96 123	90 943
Créances sociales	211		211	149
Créances fiscales (hors impôt courant)	1 956		1 956	1 190
TOTAL	98 693	403	98 290	92 282

14. Autres actifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2012	Net au 31/03/2012
Avances et acomptes versés sur commandes	294		294	268
Fournisseurs - Avoirs non parvenus	37		37	23
Charges constatées d'avance	4 109		4 109	4 789
Autres produits à recevoir	44		44	54
Autres créances	382	87	295	407
TOTAL	4 866	87	4 779	5 541

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut 30/09/2012	Montant brut 31/03/2012
Sicav de trésorerie	2 580	1 158
Disponibilités	16 038	19 413
TOTAL	18 618	20 571

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de parts d'OPCVM monétaires placées dans un horizon de gestion à court terme. Conformément à la norme IAS 32, elles sont valorisées à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant passées en résultat pour un montant nul au 30/09/2012.

16. Actifs détenus en vue de la vente

Le contrat d'acquisition de la société Uniway prévoit la vente immédiate de l'immeuble dont Uniway est propriétaire.

Cet immeuble destiné à être cédé est présenté distinctement au bilan, à sa juste valeur au 30 septembre 2012.

17. Capitaux émis et réserves

- Capital social

Au 30 septembre 2012, le capital est composé de 20 000 000 actions ordinaires, de valeur nominale 2 € entièrement libérées et représentant 40 000 000 euros.

- Titres en autocontrôle

- **Contrat de liquidité**

	31/03/2012	Achat	Vente	30/09/2012
Titres	48 517	198 020	207 112	39 425
Espèces (K€)	178			203

- **Actions non affectées**

Au 30 septembre 2012, 426 834 actions autodétenues sont réservées pour servir les différents plans.

- **Plans d'options d'achat**

	Plan 2006
Date d'assemblée	23/09/2004
Date du conseil d'administration	01/06/2006
Nombre total d'actions pouvant être achetées	294 210
Point de départ d'exercice des options	01/06/2010
Date d'expiration	31/05/2012
Prix d'achat (en €)	6,57
Volatilité	40%
Taux de dividende	0,7%
Taux sans risque	3,8%
Nombre d'actions achetées	294 210
Nombre d'options d'achat d'actions exercées	
Nombre d'options d'achat d'actions annulées ou caduques	
Options d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	294 210
Charge totale (en €)	752 912
Charge sur exercice (en €)	

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/2013, les 294 210 options sont devenues caduques.



➤ **Plans d'attribution d'actions gratuites**

	Plan 2010	Plan 2011	Plan 2012
Date d'assemblée	17/09/2009	17/09/2009	17/09/2009
Date de la réunion du directoire	01/06/2010	01/06/2011	01/06/2012
Nombre total d'actions attribuées	60 902	132 624	139 226
Date d'attribution	01/06/2010	01/06/2011	01/06/2012
Fin d'acquisition des droits	31/05/2012	31/05/2013	31/05/2014
Prix de l'action (en €)	4,10	4,50	4,70
Taux de dividende	1,39%	1,40%	1,40%
Charge totale (en €)	235 435	596 667	654 362
Charge sur exercice (en €)	19 969	149 167	109 060

Au cours du premier semestre de l'exercice 2012/2013, 60 902 actions ont été livrées aux bénéficiaires du plan d'attribution d'actions gratuites de 2010.

18. Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	à moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 30/09/2012	Total au 31/03/2012
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 144	1 300	250	4 694	5 792
Dettes sur immobilisations en location-financement	503	1 376		1 879	1 660
Autres dettes financières diverses	57	1 516		1 573	2 301
Concours bancaires	3 638			3 638	13
Dérivés passifs à la juste valeur par résultat	422			422	439
Intérêts courus non échus	1			1	2
TOTAL	7 765	4 192	250	12 207	10 207

Les dérivés passifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt.

(en milliers d'euros)	30/09/2012			31/03/2012		
	Taux variable	Taux fixe	Total	Taux variable	Taux fixe	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 404	290	4 694	5 447	345	5 792
Dettes sur immobilisations en location-financement	934	945	1 879	715	945	1 660
Autres dettes financières diverses	1 573		1 573	2 301		2 301
Concours bancaires	3 638		3 638		13	13
TOTAL	10 549	1 235	11 784	8 463	1 303	9 766

19. Provisions

(en milliers d'euros)	Ouverture	Dotations	Reprises		Autres mouvements	Variations de périmètre	Clôture
			Utilisées	Non utilisées			
Long terme							
- Risque social	366	364	20	62			648
- Risque commercial							
- Ind. de fin de carrière	745						745
- Autres charges	601	45					646
Sous Total	1 712	409	20	62			2 039
Court terme							
- Risque social							
- Garanties données	98			31			67
- Autres charges							
Sous Total	98			31			67
TOTAL	1 810	409	20	93			2 106

20. Autres passifs non courants

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2012	Total au 31/03/2012
Puts sur minoritaires	6 260	
TOTAL	6 260	

21. Dettes d'exploitation

(en milliers d'euros)	Total au 30/09/2012	Total au 31/03/2012
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 613	8 603
Dettes sociales	27 086	30 847
Dettes fiscales (hors impôt courant)	22 185	19 732
TOTAL	56 884	59 182

22. Autres passifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30/09/2012	Total au 31/03/2012
Produits constatés d'avance	3 262	2 523
Clients - avances et acomptes	142	246
Divers	981	2 423
TOTAL	4 385	5 192

23. Charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Salaires	71 612	62 767
Charges sociales	28 065	25 263
Participation des salariés	59	570
Paielements fondés sur des actions	278	181
TOTAL	100 014	88 781

Sous le libellé « Paiements fondés sur des actions » est comptabilisée la charge liée aux plans de stock-options et d'attribution d'actions gratuites.

24. Dotations aux amortissements

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Amortissements immobilisations incorporelles	778	572
Amortissements immobilisations corporelles	1 035	572
Amortissements contrats de location-financement	91	223
TOTAL	1 904	1 367

25. Dotations aux provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Provisions sur actifs circulants	105	(63)
Provisions pour litiges	302	(85)
Provisions pour garanties données aux clients	(31)	
Provisions pour autres charges	45	(237)
TOTAL	421	(385)

26. Autres produits d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Produits des cessions des éléments d'actifs cédés	3	1
Autres produits	153	119
TOTAL	156	120

27. Autres charges d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	6	3
Autres charges	40	44
TOTAL	46	47

28. Résultat financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	115	86
Plus-values sur cession de valeurs mobilières de placement	42	89
Intérêts et charges financiers	(323)	(407)
Charges financières dues au titre des contrats de location financement	(11)	(9)
Coût de l'endettement financier net	(177)	(241)
Gains de change	106	299
Effets de l'actualisation		58
Autres	52	89
Autres produits financiers	158	446
Dotations provisions financières		
Pertes de change	(65)	(114)
Effets de l'actualisation		(67)
Autres	(5)	(257)
Autres charges financières	(70)	(438)
TOTAL	(89)	(233)

29. Charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Impôts exigibles	3 029	1 847
Impôts différés	185	200
TOTAL	3 214	2 047

Le rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

Charge d'impôt	
<i>(en milliers d'euros)</i>	30/09/2012
Résultat courant avant impôt	7 437
Charge d'impôt courant	3 029
Charge d'impôt différé	185
Total charge d'impôt	3 214
Taux effectif d'impôt	43,2%
Impôt théorique	2 560
Taux standard de la consolidante	34,4%
Différentiel de taux d'imposition sociétés étrangères	-254
Reclassement CVAE	896
Autres effets d'impôts	11
Charge d'impôt corrigée	3 214

30. Résultat par action

	Période 30/09/2012	Période 30/09/2011
Résultat net - part du groupe (k€)	4 211	4 789
Nombre d'actions ordinaires	20 000 000	20 000 000
Effet dilutif des stock-options et actions gratuites	426 834	487 736
Effet relatif de l'annulation des actions auto-détenues	(1 834 555)	(1 785 738)
Résultat net en euro par action (€)	0,211	0,239
Résultat net dilué en euro par action (€)	0,226	0,256

31. Information sectorielle

(en milliers d'euros)	Période 30/09/2012		Période 30/09/2011	
	France	Hors France	France	Hors France
Chiffre d'affaires net	100 686	35 630	92 202	27 550
Amortissements des actifs	(815)	(1 089)	(515)	(852)
Résultat opérationnel	4 421	3 105	4 628	2 994
Coût de l'endettement financier net	140	(317)	163	(404)
Autres produits financiers	35	123	67	379
Autres charges financières	(10)	(60)	(84)	(354)
Impôt sur les résultats	(2 626)	(588)	(1 661)	(386)
Résultat net	2 076	2 147	3 262	2 080
Part du groupe	2 076	2 135	3 262	1 527
Intérêts minoritaires		12	0	553

32. Engagements hors bilan

- Engagements donnés

- **Droit individuel à la formation**

Le droit individuel à la formation représente 146 487 heures dues au 30 septembre 2012.

- **Divers contrats de location longue durée**

(en milliers d'euros)	Montant hors bilan 30/09/2012	Paiements dus par période		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
- Véhicules	10	9	1	-
- Matériel	280	100	180	-
- Locaux	13 094	2 229	8 046	2 819
TOTAL	13 384	2 338	8 227	2 819

- **Cautionnements, avals et garanties**

Sans objet à la connaissance de la société.

- **Nantissement d'actions de l'émetteur au nominatif pur**

Sans objet à la connaissance de la société.

- **Nantissement d'actifs de l'émetteur**

Pas d'engagement assorti de sûreté réelle sur tous types d'investissements (corporel, incorporel ou financier).



33. Informations relatives aux parties liées

- Rémunérations des principaux dirigeants

Les rémunérations brutes et avantages de toute nature des membres des organes de direction et de surveillance, comptabilisés par la société SII et ses sociétés contrôlées, se sont élevés au titre de la période à 360 111 euros :

- - Avantages à court terme :	356 541
- - Avantages postérieurs à l'emploi :	3 570
- - Autres avantages à long terme :	néant
- - Indemnités de fin de contrat de travail :	néant
- - Paiements en actions :	109 607 actions gratuites attribuées

34. Évènements postérieurs à la clôture de la période

Néant

35. Effectif

	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011
France	2 665	2 568	2 560
Pologne	665	508	410
République Tchèque	45	40	39
Belgique	35	38	44
Maroc	26	21	21
Luxembourg	0	0	1
Suisse	25	25	25
Concatel (Espagne, Roumanie et Argentine)	439	402	389
Allemagne	81	55	51
Chili	99	45	30
TOTAL	4 080	3 702	3 570



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit

1, cours Valmy
92923 Paris la Défense Cedex

C.E.E.C.A.

112, avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société SII, relatifs à la période du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés sont établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.



Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la rubrique 5 « Référentiel comptable » des notes annexes qui exposent :

- Au paragraphe IAS 32, le « traitement des puts sur intérêts minoritaires »,
- Au paragraphe IAS 12, le « traitement comptable de la CVAE ».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Paris La Défense, le 27 décembre 2012

Paris le 27 décembre 2012

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

C.E.E.C.A.

Jean-Claude Reydel
Associé

Bruno Le Mentec
Associé



ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les comptes consolidés présentés dans ce rapport semestriel ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant aux pages 38 & 39. Il contient une observation relative au « traitement des puts sur intérêts minoritaires » (IAS 32) et au « traitement comptable de la CVAE » (IAS 12) exposés dans la rubrique 5 « Référentiel comptable ».

Paris, le 27 décembre 2012

Eric MATTEUCCI
Président du directoire